

COP 21 : La terre se meurt et les rapaces se régalent !

L'état d'urgence qui bâillonne l'expression des citoyens dans la rue, n'a pas troublé le show médiatique des 196 représentants de nations, des nombreux experts et acteurs économiques venus se bousculer au Bourget.

Pour amortir les coûts d'investissements, les organisateurs ont convié les industriels à s'associer à cette conférence : « **les partenaires de la COP21 bénéficieront d'une exceptionnelle vitrine médiatique pour mettre en valeur leur engagement** » ont-ils annoncé.

Il serait illusoire de citer tous ceux qui vont profiter de l'aubaine, tellement ils sont nombreux. Seules les compagnies pétrolières (qui ne rêvent que de forages au Groënland) n'ont pas eu d'entrée : la supercherie aurait été trop flagrante !

Des sociétés qui se proclament vertueuses ont acheté le précieux label de défenseur de l'environnement à prix d'or sans le moindre contrôle de leur vertu. C'est le cas d'Areva, qui ne maîtrise pas la construction des centrales EPR et qui n'a toujours pas de solution pour retraiter les déchets nucléaires les plus dangereux.

C'est aussi le cas de son partenaire EDF, qui achète du gaz de schiste américain, en fermant soigneusement les yeux sur le désastre environnemental associé.

De même Carrefour, commanditaire de vêtements low-cost au Bangladesh, répondra présent !

Pourtant pour ce géant de la distribution, il ne sera pas question de remettre en cause ses responsabilités dans l'élevage intensif (donc dans l'augmentation de la production de méthane) ou dans la progression d'une agriculture productiviste concentrant les engrais azotés sur les cultures planétaires.

Les objectifs environnementaux seront-ils atteints ?

Unanimes, les experts affirment qu'au-delà de 2°C, le réchauffement sera catastrophique pour la planète. Or, même avec la condition que chacun respecte ses engagements, nous savons déjà que les objectifs de Cop21 ne permettront pas de faire mieux que 2,7°C.

Quel que soit le bilan, l'Europe qui se veut la plus vertueuse, n'atteindra pas ses objectifs en termes de CO² : il suffit de penser à l'affaire VW ! Non seulement les données officielles de consommation de CO² et de dépollution des voitures sont fausses, mais Bruxelles les avalise en se préparant à alléger ses propres normes.



Le cycle de vie d'une automobile ne se résume pas à sa consommation au Km...

D'entrée, il faut dépenser 0,15 L de pétrole pour raffiner un litre de carburant à la pompe.

En 2008, la fabrication d'une voiture européenne coûtait déjà 5 tonnes de CO², une américaine ou une japonaise le double. Ce qui différencie ces voitures, c'est la masse et les équipements intégrés.

Sans compter le recyclage (0,5T CO²) et les réparations diverses, le coût de fabrication représente de 10 à 20 % du coût énergétique total dépensé par le client. Et en ajoutant les coûts indirects induits par les dégâts sanitaires (pollutions aux métaux lourds), le bilan en CO² devient encore moins flatteur quel que soit le carburant ...

Pour l'Europe et nos industriels, le mensonge va au-delà du scandale du diesel : on s'empresse d'afficher sa vertu tout en reportant ses pollutions dans les pays lointains.

A chaque fois qu'un industriel occidental parle de produit « vertueux », il oublie bizarrement d'évoquer les coûts énergétiques d'extraction pour les minerais, de construction et de démantèlement pour les centrales nucléaires, et plus généralement du coût de production des objets industriels.

Grâce à la délocalisation de sa production de l'autre côté de ses frontières, l'Europe affiche des bons résultats, ce qui sous-estime la réalité du coût énergétique des produits que nous consommons.

Le véhicule électrique est le pire symbole de cette pollution délocalisée. Hautement subventionné et à fond perdu, c'est aussi une aberration économique !

Pour les constructeurs automobiles pointés du doigt comme premiers responsables de la pollution, le VE est un symbole précieux.

C'est oublier un peu vite les coûts environnementaux associés à la fabrication (et au recyclage) des batteries et de l'électronique embarquée.

Avec l'utilisation massive du VE, les spécialistes rappellent que le doublement du parc nucléaire français sera incontournable, ce qui imposera des milliards d'investissement. Qui paiera ?

A ce rythme-là, la multiplicité des sites d'enfouissement de déchets radioactifs est inexorable. Qui en voudra ?

Cela n'empêche pas Carlos Ghosn d'exprimer son désabusement sur les ventes de voitures électriques. Si le marché ne décolle pas, c'est la faute des autorités ou des sociétés électriques qui ne prennent pas en charge l'équipement de bornes de recharge ! La solution du VE, c'est donc de faire payer le contribuable.

Et pour le business en interne, c'est la même chose : le PDG ne prend pas plus de soin avec l'écologie qu'avec l'éthique ! Les fournisseurs doivent fabriquer leurs outillages en Chine, au moins cher, le Maghreb doit être mis en concurrence avec les pays de l'Est pour la production... Plus c'est loin, plus c'est exploitable, meilleur ce sera pour se remplir les poches ou importer à bas coût !

Et pour faire briller l'image de marque au final, quelques ZOE à la Cop21 feront l'affaire...



Le réchauffement climatique n'est rien d'autre qu'une aubaine de profits pour les entreprises multinationales. Imposons à nos gouvernants un autre choix de société en répondant présents aux actions pour le climat malgré les interdictions arbitraires !

L'ETAT D'URGENCE C'EST AUSSI L'ETAT D'URGENCE CLIMATIQUE !